

Brochure n° 3052

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1996. – PHARMACIE D'OFFICINE**

---

AVENANT DU 11 MAI 2017  
PORTANT RÉVISION DE L'ACCORD DU 17 JANVIER 2007  
RELATIF AU TARIF DES AIDES ET REMPLACEMENTS

NOR : ASET1750557M  
IDCC : 1996

---

Entre  
FSPF  
UNPF  
USPO

D'une part, et  
FSS CFDT  
CFTC santé sociaux  
FNSCIC CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Vu le code du travail ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2011 relatif au régime des études en vue du diplôme de formation générale en sciences pharmaceutiques ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du diplôme d'état de docteur en pharmacie ;

Vu la convention collective nationale étendue de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997 ;

Vu l'accord collectif national étendu du 17 janvier 2007 modifié relatif au tarif des aides et remplacements en pharmacie d'officine,

**PRÉAMBULE**

Aux fins notamment de rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'accord collectif national étendu du 17 janvier 2007 susvisé, les parties signataires sont convenues de ce qui suit.

### **Article 1<sup>er</sup>**

Dans l'exposé des motifs ainsi que dans l'article 1<sup>er</sup> de l'accord collectif national étendu du 17 janvier 2007 susvisé, la référence à l'article L. 4241-11 du code de la santé publique est remplacée par la référence à l'article L. 4241-10 du code de la santé publique.

### **Article 2**

Au troisième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> « Aides en officine » de l'accord collectif national étendu du 17 janvier 2007 susvisé, les termes « en dehors de tout stage obligatoire » sont remplacés par les termes « en dehors du stage officinal d'initiation obligatoire ».

### **Article 3**

En application des dispositions de l'article L. 2253-3, alinéa 1<sup>er</sup>, du code du travail, les parties signataires rappellent que les accords d'entreprise ne peuvent comporter de clauses dérogeant à celles du présent avenant.

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, prendra effet le 1<sup>er</sup> juin 2017. Il sera présenté à l'extension à la demande de la partie la plus diligente.

Conformément à la faculté qui leur est offerte par la circulaire ministérielle du 23 mai 2011 relative aux dates communes d'entrée en vigueur des normes concernant les entreprises, les parties signataires s'accordent pour demander l'application la plus rapide possible de l'arrêté d'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 11 mai 2017.

(Suivent les signatures.)